



Conseil économique et social

Distr. : limitée
15 juillet 2020
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol et français
seulement

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Deuxième session ordinaire de 2020

8-11 septembre 2020

Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire*

Descriptif de programme de pays

Colombie

Synthèse

Le présent descriptif de programme de pays pour la Colombie est soumis au Conseil d'administration pour examen et adoption selon la procédure d'approbation tacite lors de la présente session. Le descriptif de programme de pays inclut une proposition de budget indicatif global pour la période 2021-2024, soit un montant de 3 872 000 dollars à imputer sur les ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, et un montant de 40 000 000 dollars à prélever sur les autres ressources, sous réserve du versement des contributions à des fins spéciales.

* [E/ICEF/2020/17](#).

Note : La version française du présent document a été établie dans son intégralité par l'UNICEF.



Fondements du programme

1. La Colombie est un pays diversifié, pluriethnique et multiculturel, dont la population compte 50,4 millions d'habitants¹. Sur ce total, 4,6 millions d'habitants sont d'origine africaine, tandis que 1,9 million sont autochtones. Les enfants représentent 33 % de la population d'origine africaine et 39 % de la population autochtone². La population totale compte environ 15,9 millions d'enfants et d'adolescents, soit une proportion de 31,2 %. La majorité de la population (77,1 %) vit dans les villes, 7,1 % dans des zones peuplées, et 15,8 % sont dispersés dans des zones rurales³.

2. Selon la classification 2019 de la Banque mondiale, la Colombie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et la quatrième plus grande économie d'Amérique latine. Au cours des cinq dernières années, l'économie a connu une croissance annuelle moyenne de 2,7 %⁴, tandis que le produit intérieur brut par habitant a atteint 7 722 dollars⁵. En 2019, la Colombie s'était hissée à la soixante-dix-neuvième place du classement selon l'indice de développement humain, soit un bond de 11 places depuis 2017⁶. Entre 2002 et 2018, la proportion de la population vivant dans la pauvreté est passée de 49,7 % à 27 %, et celle de la population en situation d'extrême pauvreté est passée de 23,8 % à 7,2 %. Les disparités entre les sexes et les territoires (urbains/ruraux) ainsi que celles entre les groupes de population constituent des défis majeurs pour vaincre la pauvreté. Selon le Département administratif national de statistique, le taux de pauvreté multidimensionnelle des familles avec au moins un enfant était de 23,8 % en 2018, soit 4,2 points de plus que le taux général. La Colombie élabore actuellement un indice multidimensionnel relatif à la pauvreté des enfants, lequel améliorera le ciblage afin d'assurer des actions intersectorielles plus efficaces et plus inclusives.

3. En 2016, la Colombie a atteint son objectif de réduction de la mortalité des enfants de moins de cinq ans, avec un taux de 13,7 pour 1 000 naissances vivantes. Il demeure essentiel de s'attaquer à deux facteurs clés : la mortalité maternelle et la mortalité liée à la malnutrition⁷. Selon l'Enquête nationale sur la situation nutritionnelle en Colombie 2015, la malnutrition chronique est passée de 13,2 % (2010) à 10,8 % (2015). Le défi concerne les groupes autochtones, pour lesquels la malnutrition chronique touche 29,6 % de la population, ainsi que la population dont l'indice de richesse est le plus faible (14,2 %). En 2015, la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans vivant dans des groupes autochtones a atteint une prévalence de 2,9 % par rapport à la prévalence nationale de 1,6 %.

4. En parallèle, le surpoids et l'obésité chez les enfants sont passés de 5,2 % (2010) à 6,4 % (2015)⁸. Pour relever ce double défi, l'Alliance publique privée pour la nutrition a été lancée en 2019 afin de consolider la feuille de route visant à fournir des services intersectoriels aux enfants et à soutenir les familles, à renforcer les services institutionnels et à améliorer leur ciblage dans les territoires caractérisés par des indicateurs nutritionnels défavorables, ainsi qu'à promouvoir des interventions efficaces pour combattre l'anémie et les carences en micronutriments chez les enfants durant les 1 000 premiers jours de leur vie, chez les femmes enceintes et les mères allaitantes, notamment en insistant sur l'importance de promouvoir l'allaitement. Ces

¹ Département administratif national de statistique (DANE).

² DANE, Recensement national de la population et des logements, 2018

³ DANE, 2018. Communiqué de presse, 4 juillet 2019.

⁴ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, CEPALSTAT, statistiques du produit intérieur brut.

⁵ Ibid, par activité.

⁶ Rapport sur le développement humain 2018.

⁷ Plan national de développement (PND), p. 267.

⁸ Enquête nationale sur la nutrition, 2015, p. 227.

stratégies revêtent la plus haute importance pour répondre aux préoccupations nutritionnelles liées à la pandémie de coronavirus (COVID-19) qui a débuté en 2019, en raison notamment des répercussions socioéconomiques.

5. Le taux de mortalité maternelle est le plus élevé parmi les peuples autochtones *palenqueros* et *raizales* et les populations d'ascendance africaine⁹ ; entre 2009 et 2013, il est passé de 243 à 355 décès pour 100 000 naissances vivantes parmi les groupes autochtones, la majorité étant imputable à des causes évitables¹⁰. En 2017, 4 558 décès néonataux ont été signalés, soit un taux de mortalité néonatale de 6,9 décès pour 1 000 naissances vivantes¹¹.

6. Le pays s'est engagé à progresser vers l'universalisation des services complets de développement de la petite enfance (DPE) dans un cadre de prise en charge globale, à combler les disparités en matière de couverture et de qualité de l'enseignement entre les zones urbaines et rurales, et à s'atteler au problème du retard des enfants dans l'enseignement secondaire¹². En 2018, 9 916 546 étudiants étaient inscrits : 50,4 % d'étudiants et 49,6 % d'étudiantes (76,3 % en milieu urbain et 23,7 % en milieu rural). En 2018, les modèles d'enseignement accéléré chez les enfants plus âgés ont permis à 750 000 personnes d'accéder à l'éducation. Le Ministère de l'éducation nationale estime que, en 2017, 1 518 410 enfants en âge de fréquenter l'école étaient hors du système éducatif (804 086 garçons, 714 324 filles)¹³.

7. La prévention de tous les types de violence contre les enfants ainsi que la protection des victimes et la réparation des préjudices subis constituent une autre priorité pour la Colombie. Selon l'Institut national de médecine légale, les femmes et, plus encore, les filles sont les plus touchées par la violence sexuelle et domestique. En 2018, 10 794 cas de violence contre les enfants à la maison ont été enregistrés, tandis que 88 % des victimes de violence sexuelle (22 794) étaient mineures. Bien que les violations des droits soient probablement sous-évaluées, le pourcentage de mères adolescentes demeure préoccupant. En 2015, 13,3 % des adolescentes de 15 à 19 ans en Colombie étaient déjà mariées ou vivaient en couple (21,5 % dans les zones rurales).¹⁴ Entre 2016 et 2017, le nombre de naissances chez les mères de moins de 14 ans est passé de 5 551 à 5 883. La présence d'activités économiques illicites et de groupes armés illégaux dans certaines régions du pays perpétue les risques majeurs de recrutement ou d'emploi, d'exploitation sexuelle et de traite des enfants et des adolescents. Jusqu'en 2018, l'Unité pour la prise en charge et la réparation intégrales des victimes a reconnu le statut de victime pour 2 382 086 enfants et adolescents (49 % de filles), dont 94 % ont été victimes de déplacements forcés (2 110 832) et près de 5 000 de recrutement. Durant la période 2017-2019, le système d'alerte précoce du Bureau de l'Ombudsman de l'État colombien a lancé un avertissement contre les risques de recrutement infantile dans 182 municipalités¹⁵. Des progrès sont réalisés pour renforcer les environnements protecteurs en vue de lutter contre toutes les formes de violence envers les enfants et d'assurer la protection complète des enfants dans le cadre familial et communautaire, en coordination avec les autorités, les institutions et la société civile.

⁹ PND, p. 758.

¹⁰ Indigenous Population Health Profile and Health Inequality Measurements (Profil de santé de la population autochtone et mesures des inégalités en matière de santé), 2016, Colombie, p. 49.

¹¹ Ministère de la santé et de la protection sociale (MHSP), Analyse de la situation sanitaire, Colombie, 2019.

¹² PND, p. 180.

¹³ Colombie, Ministère de l'éducation nationale, Système intégré de scolarisation, 2017.

¹⁴ MHSP et Profamilia, 2015.

¹⁵ Voir <https://www.defensoria.gov.co/es/nube/comunicados/9150/Entre-2017-y-2019-Defensor%C3%ADa-emiti%C3%B3-108-alertas-tempranas-sobre-riesgo-de-reclutamiento-infantil-ni%C3%B3s-soldado-Defensor%C3%ADa.htm>.

8. La Colombie dispose de cadres réglementaires pour garantir les droits des enfants et des adolescents : a) la Constitution de 1991, ratifiée par la loi 12/1991, qui consacre la prévalence de ces droits, en intégrant un mandat de la Convention relative aux droits de l'enfant, b) la loi 7/1979, qui a établi le Système national du bien-être familial et réorganisé l'Institut colombien de protection de la famille, c) la loi 1098/2006 ou Code de l'enfance et de l'adolescence, d) la loi 1804/2016 sur le développement de la petite enfance, ainsi que e) la politique de l'État sur le développement de la petite enfance, f) la politique nationale sur l'enfance et l'adolescence, approuvée en 2018, g) la politique publique nationale pour mettre fin au recrutement d'enfants adoptée en 2019 et son plan de mise en œuvre pour les 184 municipalités possédant les plus hauts risques, et (h) les politiques sectorielles de soutien aux actions de l'État en matière de défense des droits de l'enfant.

9. Mentionnons également le Plan de développement national de la Colombie 2018-2022 : le « Pacte pour la Colombie, pacte pour l'équité »¹⁶ reconnaît l'amélioration de la situation des enfants et des adolescents au cours des dernières décennies¹⁷ et affirme la nécessité de continuer à combattre les inégalités sociales et économiques. Le plan définit trois pactes structurels : légalité, entrepreneuriat et équité.¹⁸ Il place l'enfance et l'adolescence au centre d'une politique sociale moderne, axée sur la famille, qui lutte contre la pauvreté et l'inégalité dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable.

10. Le Gouvernement et le système des Nations Unies ont identifié trois priorités de coopération qui encadrent le programme : a) le soutien à la mise en œuvre de la politique gouvernementale « Peace with Legality » (La paix dans la légalité), b) la migration en tant que facteur de développement, et c) l'assistance technique à l'accélération des objectifs de développement durable à effet catalyseur.

11. En ce qui concerne la première priorité, l'Accord final pour mettre fin au conflit armé avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie–Armée du peuple (FARC-EP), signé en 2016 entre le Gouvernement et les ex-FARC-EP, a jeté les bases de la création de programmes de développement à visée territoriale (PDET), un mécanisme de réalisation de la transformation structurelle des zones rurales ainsi que de la rénovation territoriale. Environ 75 % des municipalités concernées par les PDET sont rurales et regroupent environ 15 % de la population¹⁹ ainsi que 2,5 millions de victimes de la pauvreté et de la violence, dont des enfants²⁰. Dans ces municipalités, l'indice de pauvreté multidimensionnelle atteint 72,8 % et même 90,1 % dans les zones rurales reculées²¹. Seuls 10 % des ménages vivant dans les municipalités concernées par les PDET ont accès à des réseaux d'égouts et de distribution d'eau potable²², et plus de 50 % de la population vit dans des départements où les taux de grossesse chez les adolescentes²³ et de malnutrition des moins de cinq ans sont

¹⁶ La loi 1955 de 2019 sanctionne l'entrée en vigueur du PND 2018-2022.

¹⁷ PND, Fundamentals of the Plan (Principes fondamentaux du plan), p. 183. Citation de Angulo, Gaviria et Morales (2014).

¹⁸ « Pacte pour la Colombie, pacte pour l'équité » du PND, 2019.

¹⁹ Département national de planification, « Characterization of territories with development programs with a territorial approach » (Caractérisation des territoires concernés par les programmes de développement à visée territoriale), 2017.

²⁰ Unité d'enregistrement des victimes.

²¹ Département national de planification, « Profile of development programmes with a territorial approach » (Profil des programmes de développement à visée territoriale), 2017.

²² Ministère de l'information, de la technologie et des communications, « Ministerial cabinet moves to development programmes with a territorial approach (PDET) territories to boost regional development » (Le cabinet ministériel passe aux programmes de développement à visée territoriale (PDET) afin de stimuler le développement régional), 2019.

²³ Enquête nationale démographique et de santé (ENDS), 2017.

élevés²⁴. Le Gouvernement et le système des Nations unies accorderont une attention particulière aux enfants et aux adolescents victimes, en sus des plus vulnérables, notamment les enfants exposés à la violence sexuelle, au recrutement et à l'emploi par des groupes armés illégaux.

12. Le choc externe que constituent les flux migratoires mixtes en provenance du Venezuela a contraint la Colombie à demander une aide internationale. Début 2020, 1 825 687 migrants et réfugiés du Venezuela se trouvaient en Colombie. Sur ce nombre, 799 373 ont bénéficié d'une forme de mécanisme de régularisation ou du délai légal pour rester dans le pays ²⁵. Ces dernières années, environ 500 000 Colombiens sont revenus du Venezuela, tandis que 978 505 Vénézuéliens ont transité par la Colombie en 2018 ²⁶ pour rejoindre d'autres pays, et près de 42 000 migrants pendulaires entrent dans le pays chaque jour²⁷. Avec le soutien des organisations de coopération internationale, le principal objectif de l'État a été de fournir une assistance humanitaire, de faciliter l'intégration sociale et économique des migrants ayant l'intention d'installer dans le pays et de soutenir les populations d'accueil et les Colombiens de retour au pays grâce à des services complets. Particulièrement touchés par les flux migratoires en raison de l'accès limité aux systèmes éducatifs et de santé, les enfants et les adolescents migrants sont exposés au risque d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et à la violence liée au genre.

13. Le Gouvernement colombien a maintenu une politique d'ouverture et mis en œuvre divers mécanismes pour l'insertion socioéconomique et pour assurer des mesures de soins globales aux migrants et aux communautés d'accueil, notamment la Stratégie de gestion de la migration vénézuélienne (3950 [2018]) du Conseil national de politique économique et sociale, la circulaire conjointe n° 16/2018 sur les services éducatifs pour les enfants vénézuéliens, le décret 64 autorisant l'accès à la sécurité sociale et aux services de santé, le décret 117/2020 établissant le permis de séjour spécial à des fins de promotion de l'officialisation, ainsi que la loi 1997/2019 visant à éviter l'apatridie.

14. La priorité nationale consiste à réaliser les objectifs de développement durable. Le Gouvernement a sollicité l'assistance technique du système des Nations Unies pour accélérer la réalisation d'objectifs à effet catalyseur qui, en matière de garantie des droits des enfants et des adolescents et conformément au Plan de développement national, englobent la prévention des risques et catastrophes, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'égalité des genres et l'égalité des groupes ethniques, l'économie « orange » ainsi que l'entrepreneuriat et l'employabilité des jeunes, le renforcement institutionnel des organes de surveillance et de contrôle, avec clarification juridictionnelle des compétences et fonctions d'enquête judiciaire et non judiciaire, la mesure des indicateurs, et le financement des objectifs, en particulier dans les municipalités des catégories 5 et 6.

Priorités du programme et partenariats

15. Aligné sur le Plan-cadre des Nations Unies pour une coopération en faveur du développement durable (UNSDCF) 2020-2023 et sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le programme est élaboré sur la base du

²⁴ Enquête nationale sur la situation nutritionnelle, 2015.

²⁵ Response to Refugees and Migrants response for Venezuelans (Réponse aux réfugiés et réponse aux migrants pour les Vénézuéliens). Dernière mise à jour en février 2020.

²⁶ Banque mondiale, « Migration from Venezuela to Colombia: impacts and response strategy in the short and medium term » (Migration du Venezuela vers la Colombie : répercussions et stratégie de réponse à court et moyen terme), octobre 2018.

²⁷ Ibid.

mandat de l'UNICEF et des avantages comparatifs, notamment la capacité de coordination avec divers acteurs et le plaidoyer à plusieurs niveaux en faveur de la protection globale des enfants, le lien entre les programmes humanitaires et de développement, la présence dans les régions les plus défavorisées, l'expérience professionnelle avec les adolescents et le recours à des approches fondées sur le territoire, la population, le handicap, le genre, l'origine ethnique, le cycle de vie et les droits des enfants. L'objectif principal du programme est de contribuer à la mise en place d'environnements protecteurs et inclusifs qui garantissent les droits des enfants d'accéder à l'éducation, la protection, la santé, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et la nutrition dans un souci d'équité et dans le respect du Plan stratégique de l'UNICEF pour la période 2018-2021.

16. Conformément aux enseignements tirés de l'évaluation du programme de coopération de pays pour 2015-2020, l'UNICEF élaborera des programmes dans chaque domaine thématique sur chaque territoire afin de tirer parti des synergies inhérentes à la planification et aux actions institutionnelles du système des Nations unies pour amplifier l'élargissement des résultats dans les domaines thématiques et les mécanismes de partenariat²⁸. Elle assurera également la création et le renforcement des capacités institutionnelles et de l'appropriation par les communautés ciblées.

17. L'UNICEF appliquera et encouragera la mise en œuvre de programmes conjoints interinstitutions et, conformément au chapitre commun des plans stratégiques du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), elle renforcera son partenariat avec le PNUD, le FNUAP et ONU-Femmes pour l'autonomisation des filles et des adolescents, la prévention de la violence, en particulier pour les filles et les femmes, y compris le mariage d'enfants et les unions précoces, ainsi que d'autres pratiques néfastes qui violent leurs droits.

18. Le programme contribuera au respect des observations et recommandations formulées dans les rapports du Comité des droits de l'enfant sur la Colombie²⁹, du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et du Comité des droits des personnes handicapées, ainsi que des protocoles facultatifs de la Convention relative aux droits de l'enfant ratifiés par la Colombie et des résolutions 1325 (2000) et 1612 (2005) du Conseil de sécurité. Le programme soutiendra la mise en œuvre de politiques publiques nationales sur la petite enfance, l'enfance et l'adolescence ainsi que sur le renforcement de la famille.

19. Répondant aux orientations du programme de l'UNICEF pour la deuxième décennie, l'initiative Génération sans limites et Jeunesse 2030, la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse, le programme définit une approche globale, multisectorielle et inclusive pour les adolescents. L'UNICEF soutiendra les programmes nationaux et locaux, tels que *Sacúdete*, la stratégie du Gouvernement pour susciter la motivation et l'enracinement des jeunes, lutter contre le chômage et la non-acceptation, les aider à s'adapter aux nouvelles situations et à se préparer à relever les défis de l'avenir. La mission de *Sacúdete* consiste à créer un environnement protecteur favorable au développement des jeunes, qui leur permette de devenir acteurs du changement pour la réalisation des objectifs de développement durable.

²⁸ Rapport d'évaluation du programme de coopération avec la Colombie pour la période 2015-2020.

²⁹ Convention relative aux droits de l'enfant - Quatrième et cinquième rapports périodiques combinés de la Colombie (CRC/c/col/co/4-5).

20. Le secteur privé demeure l'un des moteurs de la croissance du pays. L'UNICEF renforcera ses partenariats avec le secteur privé afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable et au respect des droits des enfants et des adolescents. L'UNICEF encouragera des initiatives telles que Génération sans limites afin d'ouvrir des perspectives aux adolescents, notamment en améliorant l'accès à l'enseignement secondaire et le maintien dans les établissements où il est dispensé, en développant les compétences professionnelles des jeunes dans le cadre des stratégies prioritaires nationales et en favorisant leur autonomisation, en particulier pour les filles. L'UNICEF concevra des initiatives de mobilisation de fonds auprès de divers donateurs, en particulier des dons individuels ainsi que par l'intermédiaire du secteur privé et des organismes philanthropiques, comme les fondations engagées en faveur des droits des enfants et des adolescents.

Stabilisation : la paix dans la légalité

21. Cette composante soutiendra les efforts institutionnels de l'État pour que les enfants, les adolescents et les femmes, y compris les femmes enceintes et allaitantes, en situation de vulnérabilité dans les municipalités prioritaires concernées par les PDET, puissent vivre dans des environnements sains propices à l'amélioration et à la durabilité de leur accès à des services inclusifs, de qualité et appropriés en matière d'éducation, de nutrition, de santé, d'accès à l'eau, à l'assainissement, à l'hygiène, et de protection.

22. Le programme repose sur l'hypothèse selon laquelle, moyennant des capacités de protection des trajectoires scolaires des enfants et des adolescents en fonction de leurs besoins spécifiques, leurs droits et leur participation sont sauvegardés, leurs besoins en matière de santé et de nutrition, de DPE et de services WASH sont pris en compte de manière appropriée, leur protection contre les risques de violence sous toutes ses formes est assurée, et les environnements protecteurs fondés sur des principes de réconciliation, de coexistence et des initiatives de consolidation de la paix sont favorisés, en conséquence de quoi les enfants et leurs familles en situation de vulnérabilité dans les municipalités prioritaires concernées par les PDET s'épanouissent et concrétisent des projets de vie exempts de toute forme de violence, tout en prospérant dans des environnements préservant leurs droits.

23. En coordination avec les entités gouvernementales aux niveaux national et local, le programme est axé sur la création et le renforcement des capacités, des connaissances, des outils et des mécanismes institutionnels en faveur des familles, des communautés et des enfants et adolescents vulnérables dans les territoires concernés par les PDET. Le programme poursuivra plusieurs objectifs : protéger le parcours éducatif des enfants, notamment par le biais de méthodes d'apprentissage à distance et mixtes, promouvoir et garantir leur participation et leurs droits, améliorer la qualité des services de base, renforcer les mécanismes et feuilles de route pour la prévention et la protection contre toutes les formes de violence, en particulier le recrutement, les pratiques néfastes et la violence liée au genre, et soutenir, en coordination avec le Bureau du Haut-Commissariat pour la paix, l'autorité nationale chargée du Programme d'action intégrale contre les mines antipersonnel, les efforts d'assurance qualité déployés par diverses organisations en matière de sensibilisation au danger des mines antipersonnel dans tout le pays. En outre, le programme contribuera à la réinsertion en adoptant des approches différenciées selon l'origine ethnique, le territoire, le handicap, le cycle de vie et le genre.

24. Les interventions stratégiques interinstitutions et intersectorielles et les bonnes pratiques seront privilégiées pour cerner et traiter les besoins spécifiques des enfants et des adolescents touchés par la pauvreté, l'inégalité, les situations d'urgence, y compris la COVID-19 et la violence armée, en développant de nouveaux modèles

expérimentaux et en adaptant les programmes et feuilles de route existants pour les territoires concernés par les PDET.

La migration en tant que facteur de développement

25. Cette composante se concentre sur les migrants et les communautés d'accueil dans les territoires prioritaires du Gouvernement, principalement sur la prise en charge des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes, y compris les Vénézuéliens et Colombiens de retour, en accordant une attention particulière aux enfants non accompagnés ou séparés de leur famille. Elle porte également sur les enfants et les adolescents, y compris ceux en situation de handicap, ainsi que sur les enfants et adolescents autochtone et d'ascendance africaine, qui risquent d'être victimes de la traite d'êtres humains, du recrutement, de l'exploitation et des abus sexuels à des fins commerciales et de la violence liée au genre.

26. Cette composante s'attaque aux obstacles à l'accès à des services de base de qualité et se concentre sur la création et le renforcement des processus nationaux et locaux de gestion et de coordination entre les secteurs à tous les niveaux de prise de décision. Elle vise également à réformer les comportements discriminatoires et les pratiques violentes, à combler les lacunes en matière de données et à développer des outils de collecte de données, ainsi qu'à surmonter les préjugés et pratiques sociales et culturelles empêchant les enfants d'aller à l'école ou de terminer leurs études.

27. Cette composante contribuera à instaurer un environnement protecteur au sein duquel les enfants, les adolescents et les femmes enceintes touchés par les flux migratoires en provenance du Venezuela pourront vivre et s'épanouir, en ayant accès à des services sociaux de base de qualité, inclusifs et adaptés. La composante établit un ensemble de facteurs favorables dans le but d'assurer des soins aux enfants migrants du Venezuela, aux Colombiens rapatriés et aux communautés d'accueil, y compris l'accès à des services adaptés et de qualité selon une approche différenciée, l'inclusion et la participation à des programmes sociaux et d'auto-prise en charge à base familiale et communautaire, ainsi que le renforcement de la résilience et des mécanismes de prévention et de riposte à la violence et aux pratiques néfastes, y compris la violence liée au genre, l'exploitation sexuelle et la traite d'êtres humains, ainsi que le mariage d'enfants et les unions précoces. Grâce à ces facteurs favorables, les enfants et adolescents touchés par la migration se développeront dans des environnements protecteurs exempts de violence et de xénophobie, et bénéficieront de l'exercice plein et effectif de leurs droits. Ces actions seront guidées par le Gouvernement et menées en coordination avec les entités locales.

28. Le programme sera axé sur le renforcement des capacités de prise en charge, d'auto-prise en charge et de résilience des familles de migrants et des communautés d'accueil prioritaires, conformément aux besoins et aux critères définis par le Gouvernement avec les entités nationales et locales, afin d'assurer l'accès des familles de migrants aux services sociaux et de prévenir la violence, les pratiques néfastes et la xénophobie. Une attention particulière sera portée à la prévention de la violence liée au genre, de la traite des êtres humains et de l'exploitation sexuelle, ainsi qu'à la protection contre le mariage d'enfants et les unions précoces. La stratégie des territoires adaptés aux enfants, menée par le Système national du bien-être familial avec le soutien de l'UNICEF, contribuera à renforcer les processus de planification, de coordination et de gestion locale afin de garantir une prise en charge globale et durable des enfants et des adolescents qui arrivent, transitent et/ou s'installent dans les communautés d'accueil.

29. En établissant un lien entre l'action humanitaire et le développement durable, le programme, par l'intermédiaire d'une action interinstitutions, soutiendra des interventions stratégiques et des initiatives phares pour déceler et traiter les besoins et intérêts spécifiques des enfants et adolescents migrants se trouvant dans des

situations nécessitant une assistance et un soutien dépassant le cadre des soins humanitaires, en créant de nouveaux modèles axés sur la mise en place et le renforcement des capacités locales, en adaptant les protocoles de soins et les feuilles de route existants aux spécificités des migrants et des communautés d'accueil et en assurant le maintien des capacités de gestion de ces situations en coordination avec les priorités et orientations du Gouvernement.

Assistance technique à l'accélération des objectifs de développement durable à effet catalyseur

30. Cette composante comprend des approches démographiques et territoriales visant à influencer le bien-être des enfants et des adolescents vulnérables touchés par la pauvreté et l'inégalité.

31. Les lacunes en matière de prestations de qualité dans les domaines de l'éducation, de la santé, du bien-être, de la nutrition, des services WASH et de protection constituent un obstacle, pour les enfants et les adolescents, à l'obtention de résultats d'apprentissage optimaux. Ces lacunes sont aussi à l'origine de la malnutrition, de l'insécurité alimentaire, d'une morbidité et d'une mortalité évitables, des difficultés d'accès à l'eau et aux services d'assainissement de base et de diverses formes de violence au sein des familles, communautés et cadres institutionnels, lesquels restent souvent impunis. Cette situation est manifeste dans les municipalités rurales de catégorie 5 et 6, où la réduction des écarts et la lutte contre la pauvreté des enfants sont une priorité pour l'État et la société.

32. Le Gouvernement et les entités territoriales peuvent accélérer l'exécution des dispositions du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable, de sorte que les enfants et les adolescents grandissent, s'épanouissent et prospèrent dans un environnement protecteur propice à leur bien-être, dans le respect de leurs droits et sans laisser personne de côté. Cette action sera possible si les autorités nationales et territoriales intègrent les droits de l'enfant et les approches fondées sur le cycle de vie et l'équité entre les genres dans les domaines de la santé, de la protection, de la justice, de l'environnement, des services WASH, du bien-être familial et de l'éducation, et si elles consolident le recours aux instruments de planification pour la gestion des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique comme base de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, tout en intégrant et en respectant les normes internationales pour la protection globale des droits des enfants et des adolescents. Les partenariats auront pour but d'accélérer les stratégies d'aide au Gouvernement pour vaincre la pauvreté des enfants et combler les lacunes dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de garantir la participation des enfants à la prise de décisions relatives aux politiques qui les concernent et de leur donner les moyens de jouer un rôle d'acteurs du changement.

33. Cette composante comprendra des stratégies de création et de renforcement des capacités, de génération de données probantes et de connaissances, de communication pour le développement et le plaidoyer auprès des pouvoirs publics régionaux concernés, afin de consolider l'architecture institutionnelle nationale et territoriale, en améliorant l'accès et la qualité des systèmes de santé, d'éducation, de bien-être familial, de services WASH, de protection et de justice, tout en réformant les normes sociales à l'origine de l'exclusion, de l'inégalité et de diverses formes de violence. Elle permettra également au Gouvernement d'assurer progressivement le respect du droit à l'alimentation.

34. Cette composante est axée sur le renforcement des capacités des institutions et entités territoriales et nationales, y compris les municipalités de catégorie 5 et 6, à concevoir, gérer et suivre des politiques et programmes selon une approche différenciée, notamment pour a) l'autonomisation des filles et des adolescents, ainsi

que pour la prévention et la protection contre la violence et les pratiques néfastes associées aux rôles et stéréotypes de genre (y compris les risques en ligne), b) la promotion de modes de vie sains et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des enfants et des adolescents, c) la santé mentale, et d) la promotion, en partenariat avec le secteur privé, de l'encadrement, de la participation et de l'entrepreneuriat des adolescents en vue d'améliorer leur employabilité sur le marché du travail. Ces objectifs seront atteints dans le respect des normes internationales de protection des droits des enfants et des adolescents dans les procédures, feuilles de route, stratégies et mécanismes, notamment en garantissant l'accès à des services éducatifs de qualité et en veillant à ce que les plans territoriaux assurent le respect des droits des enfants, de l'équité et de l'égalité des genres, et prennent en compte la gestion des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique.

35. Bien que les approches en matière d'égalité des genres et d'adolescence soient transversales dans les trois composantes du programme, la composante d'assistance technique vise à renforcer les capacités nationales et territoriales de planification, de gestion et de suivi des politiques et des programmes destinés à protéger les filles et les adolescentes contre toutes les formes de violence et les pratiques néfastes qui influent sur leur développement, notamment le mariage d'enfants et les unions précoces, la grossesse chez les filles et adolescentes, ainsi que la violence sexuelle, en mettant l'accent sur leur résilience face aux risques et leur autonomisation.

Efficacité du programme

36. Cette composante soutient la mise en œuvre et la gestion du programme intersectoriel intégré, au moyen d'une gestion axée sur les résultats et d'une assistance technique et stratégique. Elle comprend la coordination du programme et des éléments transversaux tels que la collecte de fonds, les partenariats avec le secteur privé pour la promotion du respect des droits des enfants et des adolescents, les interventions d'urgence, l'intégration de la dimension de genre et des droits, la programmation basée sur les risques, la gestion des connaissances, le suivi et l'évaluation, et la communication.

Tableau récapitulatif du budget

<i>Composante du programme</i>	<i>(En milliers de dollars des États-Unis)</i>		
	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Total</i>
Stabilisation : la paix dans la légalité	580	15 000	15 580
La migration en tant que facteur de développement	800	11 000	11 800
Assistance technique à l'accélération des objectifs de développement durable à effet catalyseur	1 500	10 000	11 500
Efficacité du programme	992	4 000	4 992
Total	3 872	40 000	43 872

Administration du programme et gestion des risques

37. Le programme sera coordonné avec le Ministère des affaires étrangères, le Département national de planification et l'Agence présidentielle pour la coopération

internationale, conformément à la Stratégie nationale de coopération internationale, et engagera des actions avec divers alliés institutionnels établis dans le contexte du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable aux niveaux national et territorial. Sont également concernées des entités du Système national de protection de la famille, dont la présidence de la République, les Ministères des affaires étrangères, de l'éducation nationale, de la santé et de la protection sociale, l'Institut colombien de protection de la famille et le Département administratif national de la prospérité. En outre, des organisations de la société civile, des organisations communautaires et de base aux niveaux national et territorial, des associations ethniques, des universités et centres de recherche, des communautés religieuses, des alliances et des réseaux, des volontaires et des organisations de jeunesse ainsi que des entités des Nations unies et des donateurs seront impliqués. La composante favorisera les partenariats public-privé, l'identification des bonnes pratiques, l'assistance technique et financière entre les pays intéressés pour la coopération Col-Col, Sud-Sud et triangulaire au niveau national, conformément aux directives du Gouvernement.

38. Parmi les risques liés à la mise en œuvre figurent l'augmentation des flux migratoires et la xénophobie, les chocs économiques, l'insuffisance des ressources des donateurs, l'insécurité et la violence caractérisant l'accès aux territoires, ainsi que les catastrophes naturelles et les urgences de santé publique, y compris les effets de la pandémie de COVID-19. Le programme atténuera les risques par le plaidoyer, rendu nécessaire pour harmoniser les dispositions locales avec les politiques nationales, la communication, les partenariats publics et privés, y compris avec les donateurs, la mobilisation des ressources, la sensibilisation et la promotion de la participation des citoyens.

39. L'UNICEF encouragera l'inclusion d'outils analytiques qui mettent davantage en évidence les disparités chez les enfants et les adolescents. Le suivi intégrera une approche fondée sur les risques pour caractériser les menaces, les vulnérabilités et les capacités qui affectent cette population. La réalisation des indicateurs des objectifs de développement durable fera l'objet d'un suivi, en particulier les 17 indicateurs pour lesquels l'UNICEF a été désignée dépositaire et codépositaire mondial. L'UNICEF soutiendra la présentation de rapports nationaux volontaires.

40. Avec d'autres entités du système des Nations Unies, l'UNICEF participera aux comités directeurs et de suivi du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, dirigés par les trois entités gouvernementales susmentionnées en ce qui concerne la coordination du programme, et contribuera aux activités, plans et initiatives conjoints qui soutiennent la coordination des groupes de travail et leurs résultats.

41. Le présent descriptif de programme de pays met en exergue les contributions de l'UNICEF aux résultats nationaux et constitue le premier outil de redevabilité envers le Conseil d'administration concernant l'alignement des résultats et les ressources attribuées au programme.

Suivi et évaluation

42. L'UNICEF mettra en place un mécanisme intégré de gestion et de suivi pour toutes les composantes afin de garantir des résultats par le biais d'une approche intersectorielle et fondée sur le genre et les droits. Ce mécanisme comprend : a) le suivi de la situation des droits de l'enfant dans le pays, en particulier dans les populations les plus vulnérables et les zones géographiques prioritaires de chaque composante, et b) le suivi et la redevabilité de la gestion du programme.

43. Le cadre de résultats et de ressources constitue la base du suivi et de l'évaluation du programme et fournit des informations et des données à l'appui de la mise en œuvre ainsi que du suivi des programmes, de la situation et du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.
44. Le plan de suivi et d'évaluation se compose de réunions de suivi technique avec les partenaires de mise en œuvre et les entités gouvernementales concernées, de visites annuelles sur le terrain, d'examens et de rapports annuels sur l'état d'avancement de la mise en œuvre, d'un examen à mi-parcours et d'une évaluation finale indépendante (évaluation du programme de pays) dont les conclusions sont attendues au cours du premier trimestre 2024.
45. Les réunions d'examen semestrielles et annuelles, la présentation semestrielle des dernières informations sur les projets en cours, l'examen à mi-parcours, l'évaluation indépendante et les visites conjointes de suivi sur le terrain, coordonnées par le Ministère des affaires étrangères et l'Agence présidentielle pour la coopération internationale, avec la participation des partenaires du programme, permettront d'identifier les progrès réalisés et les obstacles à surmonter en vue de garantir le respect des plans de travail.
46. Les systèmes administratifs dirigés par le Gouvernement faciliteront l'analyse grâce à des statistiques sectorielles et territoriales sur les enfants, selon des critères géographiques et de genre et en mettant l'accent sur l'utilisation de données ventilées.
47. Le programme développera des outils et méthodologies innovants pour générer des données probantes et des moyens de vérification de la contribution de l'UNICEF en matière de connaissances, d'attitudes, de pratiques, de croyances et de normes influant sur les décisions et les actions des acteurs institutionnels, communautaires et familiaux, des enfants et des adolescents.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation des ressources

Programme de coopération entre le Gouvernement de la Colombie et l'UNICEF, 2021-2024

<p>Convention relative aux droits de l'enfant : 2, 3, 6, 7, 11-13, 19, 20, 22-24, 27, 28, 30, 32 et 34-40</p> <p>Recommandations du Comité des droits de l'enfant adressées à la Colombie (quatrième et cinquième rapports périodiques) (2015) : 6, 8, 12, 13, 18, 19-21, 23, 24, 26-32, 34, 37, 40, 42, 51, 52, 54, 56, 58, 60, 64 et 66</p> <p>Priorités nationales : Plan national de développement « Pacte pour la Colombie, Pacte pour l'équité » 2018-2022 : pactes pour l'équité ; consolidation de la paix ; égalité des chances pour les groupes ethniques ; inclusion des personnes en situation de handicap ; égalité des femmes. Politique nationale sur la petite enfance, l'enfance et l'adolescence. Politique pour le développement intégral de la petite enfance et politique pour le développement global des objectifs de développement durable liés à l'enfance : 1-6, 10, 13, 16 et 17</p>
<p>Alignement sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2020-2023) avec la participation de l'UNICEF</p> <p>1 : Stabilisation de la paix dans la légalité : 1.1 et 1.2 Résultats</p> <p>2 : La migration en tant que facteur de développement : 2.2, 2.3 et 2.4 Résultats</p> <p>3 : Assistance technique à l'accélération des objectifs de développement durable à effet catalyseur : 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 et 3.6 Résultats</p>
<p>Groupe d'objectifs du Plan stratégique de l'UNICEF 2018-2021 : 1-5</p>

Réalizations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, données de référence (DR) et cibles (C)	Moyens de vérification	Produits indicatifs du programme de pays	Partenaires principaux, cadres de partenariat	Ressources indicatives par résultat du programme de pays (en milliers de dollars des États-Unis) Ressources ordinaires (RO) Autres ressources (AR)		
					RO	AR	Total
D'ici à 2024, les enfants, les adolescents et les femmes, y compris les femmes enceintes et les mères allaitantes, en situation de grande vulnérabilité dans les territoires des programmes de développement à	Taux de redoublement dans l'enseignement secondaire dans les municipalités prioritaires concernées par les PDET	Données du Ministère de l'éducation nationale (MEN)	Les institutions nationales et territoriales pour la participation communautaire dans les municipalités prioritaires concernées par les PDET ont amélioré les capacités et mécanismes de gestion et de mise en œuvre des politiques publiques sur le développement intégral des enfants et des adolescents et le contrôle de leurs droits et de leur	Comisión Intersectorial para la prevención del reclutamiento, el uso, la utilización y la violencia sexual contra niños, niñas y adolescentes (Commission intersectorielle pour la prévention	580	15 000	15 580
	B : 2,3 % (2017-national) T : 1,8 % dans les municipalités prioritaires (2024)	Rapports internes					
	Nombre de municipalités prioritaires concernées par						

<i>Réalisations de l'UNICEF</i>	<i>Principaux indicateurs de progrès, données de référence (DR) et cibles (C)</i>	<i>Moyens de vérification</i>	<i>Produits indicatifs du programme de pays</i>	<i>Partenaires principaux, cadres de partenariat</i>	<i>Ressources indicatives par résultat du programme de pays (en milliers de dollars des États-Unis) Ressources ordinaires (RO) Autres ressources (AR)</i>		
					<i>RO</i>	<i>AR</i>	<i>Total</i>
visée territoriale (PDET), disposeront d'environnements protecteurs favorables à leur développement intégral et à leur accès à des services pertinents, de qualité et inclusifs en matière d'éducation, de santé, de nutrition, d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) et de protection.	les PDET disposant de protocoles locaux/stratégies communautaires de protection des enfants contre la violence, les abus et la négligence B : 0 (2020) T : 170 (2024)		participation, y compris pour les enfants en situation de handicap. Les secrétariats des services d'éducation, les écoles, les parents et les personnes s'occupant d'enfants dans les zones rurales prioritaires ont amélioré leurs capacités de protéger le parcours scolaire des enfants et des adolescents.	du recrutement et de l'emploi des enfants et les adolescents, et la violence sexuelle à leur égard), Conseils présidentiels, notamment sur l'enfance et l'adolescence (CPNA) ; Stabilisation et consolidation ; Jeunesse ; Droits humains (CPDH) ; Personnes en situation de handicap Ministères de la santé et de la protection sociale (MSPS) ; MEN ; et			
	Nombre de municipalités prioritaires concernées par les PDET assurant des services de soins primaires en matière de santé, de nutrition et de développement de la petite enfance (DPE), conformément aux normes nationales, pour les femmes enceintes et les enfants B : 6 (2020) T : 15 (2024)	Enquête nationale sur la violence envers les enfants	Les institutions chargées de la prise en compte globale des enfants et des adolescents ont développé des capacités de réponse adéquate aux besoins des enfants et des adolescents, de leurs familles et des femmes enceintes et allaitantes, ainsi qu'aux besoins des communautés en matière de santé, de nutrition et d'urgences sociales, environnementales et sanitaires, ainsi que de services WASH et de développement des enfants et des adolescents.	Ministères de la santé et de la protection sociale (MSPS) ; MEN ; et			
	Nombre de municipalités prioritaires concernées par les PDET fournissant de l'eau potable, des installations d'assainissement et/ou des pratiques d'hygiène, conformément aux normes nationales, dans des écoles, des établissements de santé, des espaces adaptés aux enfants et des communautés sélectionnés B : 1 (2020) T : 15 (2024)	Département national de planification (DNP)	Les réseaux communautaires et institutionnels de protection de l'enfance ont amélioré leurs connaissances et leurs outils de protection des enfants et des adolescents contre la violence, en particulier le recrutement, la violence liée au genre, et de réinsertion, et sont soutenus dans le processus d'assurance qualité pour les efforts d'organisation au niveau national en ce qui concerne l'éducation au risque des mines antipersonnel.	Vice-Ministère des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement de base (VMASB) ; Ministère de la justice (MINJUS) Institut colombien de protection de la famille (ICBF), Système national de protection de la famille (SNBF) ; DNP ; Département			

<i>Réalisations de l'UNICEF</i>	<i>Principaux indicateurs de progrès, données de référence (DR) et cibles (C)</i>	<i>Moyens de vérification</i>	<i>Produits indicatifs du programme de pays</i>	<i>Partenaires principaux, cadres de partenariat</i>	<i>Ressources indicatives par résultat du programme de pays (en milliers de dollars des États-Unis) Ressources ordinaires (RO) Autres ressources (AR)</i>		
					<i>RO</i>	<i>AR</i>	<i>Total</i>
				administratif national de statistique (DANE) ; Unité nationale de gestion des risques de catastrophes (UNGRD) ; Unité pour la prise en charge et la réparation intégrales des victimes (UARIV) ; Agence de normalisation et de réinsertion (RNA) ; et Agence de rénovation territoriale (ART) ; Commission intersectorielle de la petite enfance (CIPJ) Maires, gouverneurs, secrétaires d'État spécialisés, organisations de la société civile (OSC), universités Entités des Nations Unies Bureau du Haut- Commissariat pour la paix ; Conseil national pour la réinsertion ; Commission de la vérité ; Juridiction spéciale pour la			

<i>Réalisations de l'UNICEF</i>	<i>Principaux indicateurs de progrès, données de référence (DR) et cibles (C)</i>	<i>Moyens de vérification</i>	<i>Produits indicatifs du programme de pays</i>	<i>Partenaires principaux, cadres de partenariat</i>	<i>Ressources indicatives par résultat du programme de pays (en milliers de dollars des États-Unis) Ressources ordinaires (RO) Autres ressources (AR)</i>		
					<i>RO</i>	<i>AR</i>	<i>Total</i>
				paix ; Service du procureur général de la nation (PGN) et médiateur (DP)			
D'ici à 2024, les enfants et adolescents touchés par la migration vivront et se développeront dans des environnements protecteurs leur donnant accès à des services de qualité et inclusifs en matière d'éducation, de santé, de nutrition et de protection globale.	Nombre d'enfants et d'adolescents migrants et d'enfants et d'adolescents des communautés d'accueil ayant accès à l'éducation formelle ou non formelle B : 37 250 (2020) T : 90 000 (2024)	Système d'inscription intégré-d'inscription officielle	Les familles touchées par les flux migratoires mixtes dans les territoires prioritaires ont amélioré leurs capacités en matière d'auto-prise en charge familiale, de nutrition et de promotion du développement de l'enfant, ainsi que de prévention et de lutte contre la violence.	Ministère des affaires étrangères (MFA) ; Agence présidentielle pour la coopération internationale CIPI ; CPNA ; ICBF ; SNBF ; MEN ; MSPS ; VMASB ; MINJUS	800	11 000	11 800
	Nombre d'enfants et d'adolescents dans des contextes de mobilité humaine qui ont accès à des mécanismes de protection contre diverses formes de violence, d'abus et d'exploitation B : 30 000 enfants (2020) T : 50 000 enfants (2024)	Rapports administratifs et rapports sectoriels	Les familles et communautés les plus touchées par les flux migratoires mixtes ont accès à des prestations complètes en matière de santé, de nutrition et de services WASH.	Maires ; gouverneurs ; secrétaires d'État spécialisés			
	Nombre de femmes enceintes, de mère et d'enfants bénéficiant de soins de santé primaires et d'activités de développement de la petite enfance B : 200 000 (2020) T : 400 000 (2024)		Les entités territoriales prioritaires disposent de capacités de gestion et de coordination pour l'inclusion et la participation des enfants et des adolescents touchés par les flux migratoires, conformément à la priorité donnée aux droits des enfants, à l'inclusion, à l'égalité des genres et à la non-discrimination dans le cadre de politiques globales de développement de la petite enfance et de l'adolescence.	Migration Colombia Gestion de la réponse globale à la migration en provenance du Venezuela			
	Nombre de personnes prioritaires touchées par la migration qui bénéficient d'un accès sûr aux services WASH dans les écoles, les espaces d'apprentissage		Le Ministère de l'éducation nationale, les secrétariats des services d'éducation et les écoles disposent d'outils et de capacités techniques et de gestion pour fournir des services éducatifs adaptés, inclusifs et de qualité	Conseil présidentiel pour l'équité des femmes (CPEM) ; PGN ; Registre national de l'état civil ; DP Universités, OSC ; Groupe interinstitutions sur les flux migratoires mixtes			

<i>Réalizations de l'UNICEF</i>	<i>Principaux indicateurs de progrès, données de référence (DR) et cibles (C)</i>	<i>Moyens de vérification</i>	<i>Produits indicatifs du programme de pays</i>	<i>Partenaires principaux, cadres de partenariat</i>	<i>Ressources indicatives par résultat du programme de pays (en milliers de dollars des États-Unis) Ressources ordinaires (RO) Autres ressources (AR)</i>		
					<i>RO</i>	<i>AR</i>	<i>Total</i>
	temporaires, les centres de santé, les espaces adaptés et les communautés B : 10 000 (2020) T : 25 000 (2024)		selon une approche différenciée pour les enfants et adolescents migrants et les communautés d'accueil, dans les municipalités prioritaires. Les institutions des territoires prioritaires augmentent leurs capacités et leur résilience pour faire obstacle et répondre à toutes les formes de violence qui touchent les enfants et les adolescents dans les contextes migratoires et intègrent des éléments et outils pour les urgences sanitaires, économiques et sociales dans les contextes locaux.	(GIFMM) ; entités des Nations Unies			
D'ici à 2024, les enfants et adolescents les plus vulnérables vivant dans les municipalités prioritaires des catégories 5 et 6 bénéficieront d'environnements inclusifs et protecteurs pour garantir leurs droits, dans le cadre de politiques de prise en charge globale.	Pourcentage de municipalités prioritaires dans lesquelles les politiques, programmes et budgets sont influencés par des analyses et des actions de plaidoyer visant à réduire la pauvreté des enfants B : 0 (2020) T : 75 % (2024)	Analyse de la pauvreté multidimensionnelle des enfants Analyse de la situation des enfants en zones prioritaires Rapport sur la capacité institutionnelle des territoires adaptés aux enfants (TAN), SNBF	Les entités territoriales des municipalités des catégories 5 et 6 disposent des capacités de planification, de gestion et de suivi nécessaires pour garantir des approches fondées sur les droits, la gestion des risques de catastrophes face aux urgences sociales et sanitaires et l'adaptation au changement climatique dans leurs plans territoriaux. Les institutions nationales et territoriales ont les capacités et outils nécessaires pour élaborer, mettre en œuvre et suivre des politiques et programmes selon une approche différenciée pour l'autonomisation des filles et des adolescents et la protection contre les pratiques néfastes. Les institutions nationales et territoriales disposent des	DNP ; Département de la prospérité sociale (DPS) ; SNBF ; DANE ; CIPI ; CPNA ; ICBF ; SNBF ; MSPS, VMASB ; MEN ; CPDH, CPNA ; CPEM Maires ; gouverneurs ; secrétaires d'État spécialisés, OSC, universités Système de responsabilité pénale des adolescents ; MINJUS ; Bureau national du ministère public ;	1 500	10 000	11 500
	Nombre d'institutions locales et nationales soutenues par l'UNICEF qui améliorent leurs capacités à garantir l'accès des enfants et des	Rapports administratifs et rapports sectoriels					

<i>Réalisations de l'UNICEF</i>	<i>Principaux indicateurs de progrès, données de référence (DR) et cibles (C)</i>	<i>Moyens de vérification</i>	<i>Produits indicatifs du programme de pays</i>	<i>Partenaires principaux, cadres de partenariat</i>	<i>Ressources indicatives par résultat du programme de pays (en milliers de dollars des États-Unis) Ressources ordinaires (RO) Autres ressources (AR)</i>		
					<i>RO</i>	<i>AR</i>	<i>Total</i>
	adolescents à la protection et à la justice B : 2 (2020) T : 12 (2024)		capacités et outils nécessaires pour élaborer, mettre en œuvre et suivre des politiques et programmes de promotion des modes de vie sains chez les enfants et les adolescents.	PGN ; DP ; entités des Nations unies			
	Pourcentage de collectivités locales prioritaires disposant de plans et de budgets qui prévoient des mesures contre les risques liés aux enfants lors de catastrophes, dans le cadre du changement climatique, de conflits, de situations d'urgence de santé publique ou autres B ; 0 (2020) T : 75 % (2024)	Rapport sur la capacité institutionnelle des TAN, SNBF	Les systèmes de protection, de surveillance, de contrôle et judiciaire ont les capacités et outils nécessaires à l'application des normes internationales de protection des droits des enfants et des adolescents dans leurs procédures, feuilles de route, stratégies et mécanismes. Les institutions gouvernementales ont amélioré les capacités et outils de promotion du leadership, de la participation et de l'entrepreneuriat des adolescents dans les partenariats avec le secteur privé. Les pouvoirs publics nationaux et territoriaux disposent des outils et des capacités nécessaires pour suivre et accélérer la réalisation des objectifs nationaux et des objectifs de développement durable les plus pertinents pour les enfants, les adolescents et les femmes.				